

Editorial Mai 2010

La « mondialisation », comme le changement climatique est une des réalités persistantes de nos temps, qui durant une génération a changé le monde jusqu'à le rendre presque méconnaissable. Le terme lui-même veut dire de différentes choses pour de différentes personnes, depuis l'intégration économique en elle-même jusqu'à les politiques néolibérales à présent défuntes, qui ont beaucoup guidé le procédé jusqu'à la crise de crédits hypothécaires de 2008. La plupart de ceux engagés dans l'économie des pays industrialisés autour du monde en ont fait l'expérience, surtout comme une révolution en informatique, qui a changé la manière dont nous pensons, selon plusieurs personnes.

Mais il y en a une autre dimension, centrale au thème de *LDD*, qui est adressée dans le dernier article publié dans ce volume : l'impacte de ce phénomène sur le développement et la démocratie, spécialement dans le monde en voie de développement, et plus spécifiquement en Afrique.¹

C'est naturellement un grand thème complexe qui a produit beaucoup d'ouvrages² et beaucoup de différends entre les « partisans » et les « adversaires » de la mondialisation. Dans un sens ce débat est académique : adienne que pourra, la transformation économique associée à la mondialisation fait maintenant partie de la vie. Elle est aussi irréversible que les changements apportés par la révolution industrielle ou l'invention de l'électricité. Nous ne pouvons ni retourner aux années soixante ni remettre de l'ordre dans l'économie mondiale.

En effet, ceux de la gauche ne devraient pas souhaiter de le faire. Après tout le marxisme a toujours revendiqué l'internationalisation des forces de production et de socialisme (au-delà de ses distorsions stalinistes) et a toujours été conçu comme un ordre qui ne pourrait être durable que sur le plan international. Au niveau économique, la mondialisation peut être vue comme une préparation pour les plusieurs formes de changements progressifs que le socialisme avait envisagé.

Cependant, la réalité sociale s'est révélée de plus en plus en conflit avec cette vision ; et voilà le vrai but de ce débat. Le monde aujourd'hui, comme l'a fait remarqué Mubangizi, est caractérisé par des contrastes saisissants entre la richesse et la pauvreté, le bien-être et la souffrance, dont beaucoup coïncide avec la division entre les pays « développés » et ceux en voie de « développement », avec les centres de pouvoir économique et décisionnels situés dans les premiers et le dénuement concentré principalement dans les derniers.

Mais, comme il est noté dans l'article, il y en a davantage. L'inégalité extrême existe non seulement entre les pays mais aussi dans les pays, y compris les pays en voie de développement. Les « pays industrialisés » - c'est à dire le monde à la pointe de la technologie et de vie confortable - n'est pas uniquement limité aux pays développés. Bien qu'il comprenne de plus grandes parties de la population dans ces pays, il y a aussi des enclaves plus ou moins larges dans presque tous les pays du monde en voie de développement.

Le problème n'est pas seulement celui de pays riches (monolithiques) contre pays pauvres (monolithiques). Bien que le nationalisme encourage ce genre de pensée, la mondialisation a vu

¹ John Cantius Mubangizi "Democracy and development in the age of globalisation: Tensions and contradictions in the context of specific African challenges" (2010) 14 *Law, Democracy & Development*.

² Pour illustrer ce fait aussi bien que la révolution de l'informatique, le seul terme de recherches Google « impact of globalization » vous renvoie à 32 400 titres de livres, et « impact of globalisation » à 14 500 de plus.

l'apparition d'une élite globale, qui partage des valeurs et des intérêts communs à une vitesse beaucoup plus rapide que la croissance de tels liens parmi la classe ouvrière et les pauvres.

On ne peut nier l'existence de conflits dans cette élite. Par exemple dans les 100 dernières années il y eut deux guerres généralisées parmi les classes dirigeantes de l'Europe occidentale qui sont aujourd'hui conjoints dans l'Union européenne (qui continue d'être préoccupée par ses propres divisions). Ni peut-il être possible de nier l'existence d'une hiérarchie dans l'élite globale, depuis ses centres de pouvoir dans les capitales financières du monde jusqu'à ses couches subordonnées dans les pays lointains, où les élites locales pourraient recourir à la rhétorique nationale pour consolider leur position dans le rapport de force global.

Tous ces problèmes ne peuvent être examinés dans un seul article, et l'auteur ne cherche pas à le faire. En posant quelques questions provocantes et en faisant des remarques provocatrices, l'article établit essentiellement un point de départ pour s'occuper de ces problèmes : si nous comprenons « la mondialisation » comme voulant dire un complexe à plusieurs aspects de développement socio-économique et politique qui lie les différentes parties du monde, donc d'une perspective africaine c'est remarquable que ce procédé a été accompagné d'inégalités croissantes parmi et dans les pays, avec peu ou guère d'amélioration dans les conditions des pauvres.

Naturellement ça ne veut pas dire que la « mondialisation » en elle-même est le problème, dans le sens d'établir un lien superficiel entre l'intégration de la société globale et les formes particulières de dénuement ou d'oppression sur le terrain. En effet il n'y a rien d'inévitable dans le dénuement ou l'oppression sous n'importe quelle forme, dans le monde de nos jours ou dans les états-nations relativement autonomes du passé. Plutôt, comme l'indique l'article, les maux spécifiques de la société peuvent être retracés à des politiques et des décisions spécifiques, qui peuvent être inversées. Ceci, plutôt que la désintégration de l'ordre global est sûrement de quoi s'agit la lutte pour la justice sociale.

Cependant une caractéristique fait distinguer l'ère de la mondialisation des stages précédents dans l'histoire. L'intégration de la société globale a apporté une concentration croissante de pouvoir – premièrement le pouvoir économique, typiquement dans les mains des sociétés transnationales ; mais avec lui plusieurs formes de force d'appui politique et d'influence (manifesté de manières comme le renversement des gouvernements qui veulent la réforme, comme celui d'Allende en 1973, jusqu'à la création de la mode pour adolescents) que le pouvoir économique a tendance à entraîner. Les auteurs de politique et de décision, en autre mots ne sont pas seulement très puissants ; ils peuvent être aussi très éloignés de la scène où les conséquences de leurs politiques et décisions se jouent.

Cette observation est aussi guère originale. Elle a été au centre des débats universitaires et politiques pendant toute une génération. Mais l'article de Mubangizi vous invite à faire une évaluation des problèmes sociaux et de développement les plus critiques de l'Afrique dans ce contexte. Le point n'est pas de rejeter la responsabilité. Les despotes locaux ou élites corrompues, plutôt que les sociétés transnationales ou les prêteurs, sont souvent directement responsables de la souffrance des milliers d'Africains. Le point est plutôt que dans un monde mondialisé, il y a très peu de choses que les petits états pauvres peuvent faire pour sortir de leur pauvreté. Avec la meilleure volonté au monde, ils ont peu de contrôle sur les marchés – c'est-à-dire, les prix auxquels leurs exportations sont vendues et leurs importations essentielles sont achetées – ou sur les termes dans lesquels les capitaux étrangers sont investis dans leurs pays (parce que le capital peut toujours aller ailleurs).

Donc où aller d'ici ? C'est certainement une question qui a le plus exercé les partisans de justice sociale en général, et la gauche en particulier, au moins depuis la chute de l'Union Soviétique – qui pour tous ses travestissements, aux yeux de plusieurs représentait au moins la *possibilité* d'un ordre social alternatif – et probablement pour beaucoup plus longtemps. Car, tandis que les failles de l'ordre globalisé sont évidentes, les solutions ne le sont pas.

Mais une chose est très claire : étant donné la nature internationale de la société dans laquelle nous vivons, n'importe quelle alternative crédible des politiques des protagonistes globaux devraient être similairement de nature internationale. Avec la chute de l'Union Soviétique et la soumission graduelle de la Chine aux forces du marché, les notions de socialisme qui existent comme une solution évidente aux problèmes de capitalisme ont perdu beaucoup de leur ancienne autorité.

Il faudra faire un travail théorique et pratique dur et minutieux pour trouver une solution réelle, au niveau international aussi bien que local – pas seulement dans les universités mais aussi par les structures de décisions dans les secteurs publics et privés, les ONGs, les syndicats et tous ceux qui s'occupent du développement social sur une base démocratique. *LDD* continuera à contribuer à cette discussion en invitant les articles qui encourageront encore plus de débats sur les façons à promouvoir ce projet.